





aurait méconnu que les candidats élus ont tous dans leur profession de foi — sans M. Martin, nommé dans le Morbihan — déclaré qu'ils soutiendraient M. Thiers.

Qu'on ne vienne pas dire que M. Paris est un radical, que M. Nioche est un radical, que M. Molin, que M. Gérard, que M. Caduc sont des radicaux; tous ceux qui les connaissent savent bien qu'ils ont les opinions de la gauche républicaine.

Il y a dans ces élections un point surtout à noter, c'est que la Chambre actuelle est restée par le corps. Nous en avons pour preuve ces trois faits : les représentants de la Gironde élus le 8 février, orléanistes ou légitimistes, ont mis leur influence au service de M. de Forcade la Roquette; le candidat de la coalition a été battu. Les représentants royalistes d'André-Lore, élus le 8 février, ont fait déclarer par un journal de la localité qu'ils soutenaient la candidature de M. Paul Schneider; M. Schneider a été battu. Dans les Vosges, MM. Buffet et de Ravinel ont mis sous leur protection et ont soutenu dans leur journal M. Mougeot; M. Mougeot a été battu.

Les négociations relatives au traité de commerce sont terminées. L'Angleterre a consenti à ne pas augmenter le droit des vins ainsi qu'on l'avait redouté un instant. Les modifications proposées par le gouvernement français ont été acceptées, nos impôts seront donc perçus. L'Angleterre a exigé que le reste du traité, qui n'a pas subi de modifications, subsiste encore pendant quatre ans.

M. de Goulard a pris un congé de quelques jours. Il avait été décidé que Ben-Ali, chef, qui s'était mêlé aux révoltes algériennes, serait poursuivi; mais il paraît que Ben-Ali s'est repenti de ce coup de tête. Il a fait sa soumission et a ensuite combattu les insurgés. Le gouvernement considère, d'après les rapports qui lui ont été transmis, qu'il serait dangereux de le poursuivre, parce que sa famille est fidèle et toute-puissante dans la Kabylie. On renonce donc aux poursuites.

500 caisses de dynamite ont été saisies à Beauregard. Le gouvernement considérant que ce produit est dangereux compte en établir le monopole.

Le conseil des ministres s'est réuni aujourd'hui à Versailles. Il a entendu l'amiral de Gueydon qui a présenté des observations au sujet de la situation de l'Algérie.

(Corresp. judiciaire de l'INDÉPENDANCE.)

Versailles, 22 octobre.

**Affaire Roussel. — Incendie de la mairie du 4<sup>e</sup> arrondissement. — Assassinat de M. Langlet. — Condamnation à mort.**

C'est une singulière histoire que celle de l'accusé Roussel, condamné à la première fois aux travaux forcés à perpétuité et aujourd'hui à la peine de mort. Après avoir joué sous la Commune un rôle terrible, il fut à ses aptitudes de comédien servies par une physiognomie doucereuse, des traits efféminés, cachés sous une longue chevelure blonde, d'échapper aux premières poursuites. Il paya d'audace, alla trouver les autorités militaires, leur présenta un certificat de l'abbé Liliou arraché à la peur des surprises, et la crédulité ou la bienveillance abusée.

Un jour cependant Henri Roussel fut reconnu par M. François Langlet, négociant, à Paris, dont le frère avait été massacré par les ordres de Roussel. M. François Langlet avait juré de venger la mort de son frère et il apporta dans la recherche des meurtriers une ténacité sans laquelle le crime fut resté probablement impuni.

Le 24 mai, M. Langlet, courageux citoyen qui avait bravement fait son devoir pendant le siège de Paris, malgré ses 52 ans, se trouvait chez lui, quai Bourbon. Tout ce quartier était en proie alors au plus terrible désordre. Les fédérés, refoulés par les troupes, essayaient encore d'organiser la défense; ils frappaient aux portes de toutes les maisons du quai Bourbon.

Il avait conservé au troisième étage des rideaux aux croisées malgré la défense des fédérés qui envahissent alors la maison. M. Langlet fit remarquer que le locataire était absent; des femmes mères aux fenêtres prétendirent qu'il avait mis de l'ironie dans le ton de ses réponses; on saisit alors M. Langlet, on le conduisit à la mairie du 4<sup>e</sup> arrondissement.

Roussel accompagnait les hommes qui ont amené M. Langlet. Les témoignages diffèrent sur ce point. Ils sont unanimes cependant à représenter Roussel comme exerçant à la mairie du 4<sup>e</sup> arrondissement une autorité absolue. Il était installé là avec sa maîtresse. Lorsque M. Langlet y arriva il fut insulté et frappé. Homme énergique, il essaya de se débattre et de s'échapper. A ce moment un lieutenant de Roussel — ce serait le second accusé, Jules Fédan, âgé de 35 ans — aurait tiré un coup de revolver sur M. Langlet; le coup aurait raté, car M. Langlet continua de fuir. Une femme s'acharna après le malheureux; c'était la fille Vissac, maîtresse de Roussel; elle excitait les fédérés à courir après le fugitif, et de fait ils entreprirent une sorte de chasse à l'homme. Les coups de feu pleuvaient; atteint à la jambe, M. Langlet continuait sa course. Arrivé à la hauteur de la rue Grenier-sur-Eau, il changea de direction, espérant dérouter ses meurtriers; les cris « arrête-le » et les coups de fusil redoublèrent; M. Langlet reçut une balle dans le cou; on le suivait à la trace du sang qu'il perdait. Un dernier projectile tira de très-près et alors que la victime gisait à terre, la carcasse la tête et le bras à la cervelle sur les volets d'un marchand de légumes.

Au moment où la victime tombait, un officier fédéré, blond, retourna le bras en écharpe, s'approcha du cadavre, le retourna et le fouilla. Cet officier a été reconnu pour être l'accusé Henri Roussel. On lui prit son argent, sa montre qui fut engagée au mont-de-piété par Roussel, M. vœu Langlet la reconnait aujourd'hui à l'audience pour être celle de son mari.

Le rapport établi d'ailleurs que pendant que l'hôtel de ville brûlait, la fille Vissac, maîtresse d'Henri Roussel, pillait la mairie du quatrième arrondissement, emportant tout ce qu'elle pouvait emporter. Un peu plus tard Roussel donnait l'ordre, qui fut exécuté, d'incendier la mairie.

Par bonheur on put se rendre maître du feu avant qu'il eût tout dévoré.

Henri Roussel se défend d'avoir tué et d'avoir volé; il rejette toute la responsabilité sur son coaccusé, le lieutenant Fédan. Pressé de questions, il finit par s'écrier :

« Après tout, à quoi bon vous répondre; je sais que je suis condamné à l'avance; vous obéissez à une consigne. »

M. le colonel Dulac rappelle l'accusé à une attitude plus convenable.

Roussel invoque alors le témoignage de M. Loiseau-Pinson, conseiller municipal de Paris, et s'étonne qu'il ait refusé de répondre à son appel.

M. le docteur Loiseau, membre du conseil général de la Seine, cité par le ministère public, s'est excusé de répondre à la citation en déclarant qu'il n'avait rien à dire à la justice, si ce n'est qu'après l'entrée des troupes à Paris l'accusé s'était présenté deux fois à la mairie en offrant de restituer des effets d'habillement. M. Loiseau, malgré sa lettre où il invoque ses devoirs de conseiller général, a été condamné à 400 francs d'amende.

Deux dépositions ont vivement impressionné l'audience; ce sont celles du frère et de la veuve de la victime. Le premier reconnaît absolument l'accusé Roussel, qui n'avait pas, dit-il, le bras en écharpe.

**M. LE PRÉSIDENT.** Il n'a en effet simulé une blessure qu'au moment où il a fallu marcher.

La veuve reconnaît la montre de son mari engagée par l'accusé. Le conseil a condamné Fédan à 6 jours de prison et Henri Roussel à la peine de mort.

On lit dans l'avenir national :

M. de Cissé, a, on se le rappelle, frappé sévèrement trois orateurs, coupables, à ses yeux, d'avoir affirmé leurs convictions républicaines lors du passage de M. Gambetta à Grenoble. M. Dufour vient de révoquer, pour un fait analogue, le substitut du procureur de la république de Saint-Julien (Savoie), accusé d'avoir prononcé un discours dans une réunion privée.

Le successeur donné à ce fonctionnaire est un jeune licencié en droit de Chambéry, qui n'a, dit le *Parvenir savoyard*, d'autre mérite que d'avoir été condamné au simple police, il y a quelques mois, pour avoir crié : A bas la République, en pleine représentation, au théâtre de Chambéry.

M. le duc de Gramont, ancien ministre des affaires étrangères dans le cabinet du 2 janvier, est, dit-on, assez gravement malade.

M. le maréchal Lehoucq est, dit-on, dans un état d'exaltation d'esprit qui inspirerait à ses amis des inquiétudes sérieuses. (Le Français.)

Le traité avec l'Angleterre est terminé dans sa rédaction. M. Ozanne part aujourd'hui pour Londres, chargé de toutes les signatures et des conclusions définitives. Il est à espérer que la publication du traité aura lieu dans très-peu de jours.

M. Thiers s'est fait inscrire sur le registre déposé chez le concierge de M. Babinet.

M. Théophile Gautier est au plus mal; son état ne laisse plus guère d'espoir.

M. Rattazzi est attendu dans deux jours à Paris. Il vient, dit-on, pour assister aux premières séances de l'Assemblée nationale.

Demain ou après-demain doit arriver à Paris Serpoukha, le nouvel ambassadeur de la Porte à Paris.

Le *Journal officiel* publie un travail d'après lequel le résultat de la production de fer de 1857 à 1871 s'est élevée de 9 milliards 119 millions et celle de l'argent de 3 milliards 367 millions. D'après le même journal, la valeur des métaux précieux existants dans le monde s'élèverait à 65 ou 66 milliards, dont 30 milliards en or et 35 milliards en argent, chiffres ronds.

Le *XIV<sup>e</sup> siècle* annonce qu'une importante réunion des membres de l'extrême gauche, réunis à Paris, aura lieu le 24.

Plusieurs journaux croient savoir que M. Henri Rochefort sera transféré prochainement au fort Lamalgue.

Le conseil municipal de Toulon, réuni hors session, vient d'adresser une lettre aux représentants du département pour le prier de poursuivre énergiquement la dissolution de l'Assemblée.

Les vingt-deux condamnés au bannissement qui restaient dans les prisons de Versailles ont été conduits à la frontière.

On lit dans l'*Opinion nationale* du 22 : « On s'occupe de nouveau, en ce moment, du système de communication des places assiégées avec l'extérieur au moyen de pigeons. »

On va établir prochainement trois postes de pigeons voyageurs — pigeons de race hollandaise, dont l'instinct est merveilleux et le vol élevé — à Paris, au Mont-Vallériin, à l'école militaire et à Vincennes.

On créera trois autres postes en province : à Marseille, à Perpignan et à Lille.

Si les essais qui seront alors tentés donnent des résultats satisfaisants, on multipliera les postes de pigeons voyageurs.

L'instruction de l'affaire du bois de Boulogne de Lille est terminée. Les découvertes faites par les magistrats ont été rigoureusement tenues secrètes, et rien n'a transpiré des faits relevés par l'enquête à la charge des inculpés, relativement au meurtre du malheureux Havez.

L'affaire viendra aux assises dont la session va prochainement s'ouvrir à Douai. Dix des individus arrêtés ont été mis à la libération.

Les inculpés, au nombre de neuf, qui sont encore entre les mains de la justice, ont été prévenus hier qu'ils allaient être, dans un bref délai, transférés à Douai. (Progress du Nord.)

Depuis quelque temps, on s'apercevait que des vols de vins et d'alcool avaient lieu dans divers magasins de l'entrepôt. La police, prévenue, procéda à des investigations qui ne tardèrent pas à amener la découverte du voleur, un nommé P., âgé de 63 ans, qui, à l'aide de fausses clefs, pénétrait dans les magasins. Il fut arrêté et écroué au dépôt. Il répondit par des aveux à l'interrogatoire que lui fit subir le juge d'instruction, et hier matin ordre fut donné de le transférer à Mazas.

Il est, on le voit, dit-il, aux gardiens qui viennent de le fouiller pour s'assurer qu'il ne portait rien de suspect. Permettez-moi d'emporter mon pain, car j'arriverai là-bas après le repas du matin, et j'aurai fait dans la journée, car j'ai un formidable appétit.

On lui laissa son pain et il monta dans la voiture municipale.

En arrivant à Mazas, il n'existait plus.

Il s'était pendu avec une courroie en cuir qu'il avait retirée de son pain, où il l'avait cachée et qu'il avait fixée aux barreaux de la petite fenêtre de son compartiment. Il lui a fallu une volonté inouïe pour déterminer la strangulation en s'asphyxiant sur lui-même, faute d'espace pour se suspendre. (Le Constitutionnel.)

On lit dans la *Republique française* du 22 : « Tout le monde a pu voir, ces jours derniers, boulevard de Belleville, une exposition de bêtes féroces. Les passants, attirés par les alléchantes affiches de la porte, et surtout par une toile gigantesque représentant un boa en lutte avec plusieurs lions et un demi-douzaine de tigres, se pressaient dans la baraque, d'où ils sortaient, bientôt déçus et jurant qu'on ne les y reprendrait plus.

La baraque n'avait en effet tout juste l'air d'un paillasse enroulé dans une cage en fer et dont l'immobilité semblait protester contre les prétendues fureurs.

L'audace prétendait que l'animal était empaillé et réclamait leur argent; tous paraient mécontents.

Dans l'après-midi d'avant-hier, vers deux heures, M. C., un commerçant du Marais que ses affaires amenaient par hasard de ce côté, entra poussé par la curiosité, non sans avoir écouté longtemps le boniment surprenant des industriels, propriétaires de la ménagerie, déclarant avec l'imperturbable aplomb des gens de sa profession.

Le boa, comme d'ordinaire, dormait profondément, et les assistants essayèrent, mais en vain, de le faire sortir de son sommeil. Le maître de l'établissement lui-même, ne pouvant y parvenir, dut avouer que le reptile ne donnait signe de vie que lorsqu'on lui présentait sa nourriture, mais que l'heure de son repas était encore éloignée, il fallait se contenter de la vue.

Les assistants se recueillirent bien fort et avec eux M. C., qui prétendit hautement que l'animal n'était pas vivant, contrairement à ce qu'affirmait le montreur.

Les choses menaçaient de mal tourner, quand celui-ci, pour calmer l'effervescence générale et sauver sa recette, invita ses difficiles clients à jeter en pâture au boa un aliment quelconque assurant qu'il bondirait aussitôt et donnerait satisfaction au public.

M. C., convaincu que le propriétaire de l'animal, voulait leur en imposer, offrit impudemment son chien, un vieux serviteur auquel il était très-attaché.

Les assistants acceptèrent d'un commun accord l'expérience, et le chien fut introduit dans la cage.

Aussitôt le boa bondit vers lui, et, l'envoyant dans ses puissants anneaux, le broya en un instant. M. C., s'était déjà élancé en poussant des cris, mais trop tard, hélas ! Son chien, ce chien, n'était plus qu'une masse informe que le reptile s'apprêtait à avaler.

Cédant alors à un mouvement de colère irrésistible, M. C., s'empara d'une énorme barre de bois qui servait à fermer la cage, et en asséna plusieurs coups sur la tête du montreur, qui tomba inanimé en inondant le sol de son sang.

Transporté dans une maison voisine, ce malheureux n'a pas tardé à succomber.

M. C., s'est constitué prisonnier et a été écroué au dépôt. Il allègue pour sa défense que son chien avait une valeur de trois cents francs. M. C., ajoute qu'il n'a pas pu rester maître de lui, et qu'il regrette beaucoup son action. Il est maintenu en état d'arrestation et tenu à la disposition de la justice sous l'inculpation d'homicide volontaire.

« Sa victime, qui se nomme Chaubot (Eusèbe), est originaire de Nîmes. »

On lit dans la *Liberté* du 23 :

« Tous les essais de domestication tentés jusqu'ici sur les zébrés et les hémiomys avaient échoué, et l'on désespérait d'arriver à tirer la moindre utilité de ces gracieux animaux. En désespoir de cause, M. Moquin-Tandon, qui prenait le plus grand intérêt à ces essais,

eut l'idée de les traiter par l'électricité. Un courant électrique qui circulait librement à l'intérieur des zébrés communiqua avec la bouche au moyen d'un mors composé de fils de laiton tressés. Au moindre mouvement capricieux de l'animal, on mesurait les réactions en contact avec l'armature d'une petite pile, et une bobine d'induction qui l'on tient à la main, et le courant voltaïque passe dans les zébrés et met bientôt l'animal à la raison. Le courant se modère à volonté. Nous avons assisté hier à cette curieuse expérience. Deux zébrés et une hémiomys attelés en file ont fait ainsi très-docilement le tour du Jardin d'acclimatation. »

On lit dans le *National* du 23 :

« Un individu, connu sous le nom d'Alexis, se présentait dans la nuit du 19 au 20, vers une heure du matin, dans une maison publique, située boulevard de Montreuil. C'était la troisième fois, en huit jours, qu'il venait. Ses manières étaient polies, sa mise convenable, et rien ne faisait pressentir l'horrible attentat qu'il méditait. »

La fille Marie Maigret, avec laquelle il avait déjà eu des relations, était absente. Cette circonstance parut beaucoup l'affecter; il en prit cependant son parti, et monta dans la chambre de la nommée Lallemand (Anne-Rosalie), pour y passer la nuit. Il se fit servir trois bouteilles de vin et trois bouteilles de limonade, et paya largement.

À 6 heures du matin, Alexis sortit, et ce fut accompagné de la fille Lallemand, il répondit en riant : « Oh ! elle dort dans une souche, » puis il partit en chantonnant.

Ce ne fut que vers onze heures que l'on pénétra dans la chambre de la fille Lallemand pour la réveiller.

Le plus horrible spectacle attendait les habitants de la maison. La fille Lallemand gisait étendue près de la fenêtre, la tête percée de dix-sept coups de couteau au côté droit et d'un coup à l'oreille gauche. Elle portait au cou des traces nombreuses de strangulation, et dans la région du bas-ventre des égratignures profondes.

Le lit et le parquet étaient inondés de sang. Les vêtements de police du quartier d'abord absent, et ce ne fut que plus tard qu'il se rendit sur le lieu du crime, accompagné d'un médecin.

On remarqua que l'assassin était essuyé les mains aux draps du lit avant de partir, et que la victime avait été dépouillée d'une somme de quatre francs qu'Alexis lui avait remise la veille, et de sa tabatière en métal blanc que l'assassin avait dû croire en argent.

On ne sait cependant quel a été le mobile du crime.

Le cadavre a été soumis, hier matin, à l'autopsie. La fille Lallemand a opposé une résistance désespérée. Ses mains et sa bouche sont hachées et ses gencives comme broyées. Aucune de ses blessures n'est mortelle, la malheureuse est morte étranglée.

La fille Lallemand était âgée d'environ trente-cinq ans. L'assassin est très-laid, presque repoussant. Il est l'objet de recherches très-actives.

Histoire d'un fonctionnaire et d'un parapluie, d'après le *Journal de Toulon*.

La canonnière à vapeur qui fait le service entre Toulon et Saint-Mandrier portait un fonctionnaire qui, durant la traversée, laissa par maladresse tomber son parapluie dans la mer. Il paraît que la fortune particulière dudit fonctionnaire et même ses appointements ne lui permettaient pas de remplacer l'objet, qui fallait ramener coûte que coûte.

De par l'autorité dudit fonctionnaire ordre fut donné au plongeur du port de venir repêcher le riffard tant regretté; le modeste employé s'arma de son scaphandre, s'embarqua dans un canot qui fut remorqué par une chaloupe à vapeur et se rendit sur les lieux du sinistre; là il se livra à la recherche du parapluie en question, qu'il fut assez heureux pour retrouver.

Ce qui coûtait à l'Etat ce repêchage est estimé à une somme qui suffirait, dit-on, pour fonder une petite fabrique de parapluies.

Une invention fort ingénieuse va être prochainement utilisée dans les principaux bureaux télégraphiques de Paris.

Pour éviter les difficultés de transmission et les erreurs provenant de la mauvaise écriture des expéditeurs, on mettra à la disposition du public une sorte de casse d'imprimerie qui permettra à chacun de composer lui-même sa dépêche, et dont se servira qui voudra.

Ce nouveau mode est adopté en principe, et le bureau central au ministère de l'intérieur, ceux de la Bourse, du Grand-Hôtel, etc., ne tarderont pas à être pourvus des nouveaux casiers.

Le Centre raconte que le nommé Duranton, habitant le hameau de Beaumont (Allier), a profité d'une absence momentanée de sa femme pour aller à exécuter un mœuvrueux projet.

Il s'empara d'une hache, il emmena sa fille, âgée de huit ans, dans un lieu retiré de la maison, et lui asséna plusieurs coups sur la tête. L'enfant tomba sans connaissance; il la crut morte.

Alors, ce père dénaturé — nous aimons mieux dire, on — prit un fusil pour se tuer à son tour. Il chargea l'arme avec du vieux plomb coupé, et s'appliqua le canon contre le cœur. Le fusil n'avait plus de chien; l'arme ne se servait d'un marteau pour frapper sur la capsule. Ce mouvement fit dévier l'arme, dont la charge pénétra dans le côté. La mort fut retardée de douze heures.

Pendant son affreuse agonie, Duranton apprit que sa fille vivait encore; mais il manifesta plus de regret de ne pas se tuer.

Une crue subite du Lot, dans le département de la Lozère, a atteint une hauteur de 4 mètres 40. Plusieurs maisons ont été bloquées par les eaux.

Le préfet, l'ingénieur, la gendarmerie et le 56<sup>e</sup> de ligne se sont rendus sur les lieux. Les personnes en danger ont été sauvées.

Les débris du matériel sont considérables. Un grand nombre d'habitants se trouvent sans logement. Le gouvernement a immédiatement envoyé des secours.

On écrit de Marseille au *Droit* :

« Nous avons parlé il y a quelque temps des désordres regrettables qui s'étaient produits à l'occasion d'un concours public. On se souvient de la panique qui s'empara du public qui assistait à ce spectacle en voyant un taureau franchir la barrière qui le séparait des spectateurs; quelques individus vinrent encore ajouter au désordre en brisant les clôtures du cirque et en lançant les taureaux qui étaient renfermés dans le toril; deux d'entre eux ont comparu devant le tribunal correctionnel.

L'entrepreneur des courses, M. Hugues Eloi, se portait partie civile et réclamait 500 fr. de dommages-intérêts. Les deux prévenus sont l'un portefaix et l'autre journalier; le premier était accusé de briser de clôture à l'aide d'une pince, afin de faire sortir les taureaux du toril, l'autre était accusé de complicité.

Is ont été condamnés chacun à trois mois de prison. Le premier a été de plus condamné à 500 fr. de dommages-intérêts envers l'entrepreneur.

On lit dans le *Sémaphore* de Marseille, du 21 :

« Les pluies torrentielles qui tombent depuis quelques jours ont causé des dommages dans plusieurs départements circonvoisins.

« Dans le Var, à Fourques-près-Fayence, une trombe d'eau accompagnée de phénomènes électriques s'est déchaînée sur la commune pendant la nuit du 17 au 18. Tous les chemins vicinaux ont été détruits. Les ponts et les aqueducs ont été emportés, les plaines de Fréjus, Roquebrune et Cogolin ont été démolies.

« Les voitures faisant le service de Saint-Tropez à la Garde-Frainet avaient de l'eau jusqu'au moyeu des roues. Dans les Alpes-Maritimes, toute la plaine des environs de Nice est également inondée.

« Dans le département de Vaucluse, à Avignon, la crue du Rhône a subi une augmentation considérable. Plusieurs champs sont déjà couverts par les eaux.

« Dans le Gard, la commune de Comps a été inondée.

« Enfin, on signale sur un grand nombre de points les effets désastreux causés par les pluies torrentielles, qui malheureusement ne semblent pas près de cesser. »

**LES INONDATIONS.** — A Roanne, aujourd'hui, dit le *Stéphanois* du 20 octobre, à huit heures du matin, le fleuve atteignait 4 mètres. Une pluie de pluie avait fait prévoir que, sur ce dernier point, la crue n'a pas encore atteint son maximum.

Dans la Haute-Loire, au pont de Brives et à Charensac, il y avait 3 mètres 10. L'eau dévasta à huit heures et demie. La Dolaissat très-grosse. La route de Brives était impraticable.

On lit dans la *Gazette de Nîmes* :

« Par suite des pluies torrentielles, la ligne du chemin de fer se trouve coupée entre la Bastide et Luc, entre Monestrol, l'Albi et Chapeauroux, le pont d'Albi ayant été emporté par les eaux.

En outre, la route nationale est coupée entre Bagnols et Leterroul.

Voici de nouveaux détails que le *Progress de la Lozère* nous apporte sur les inondations :

La Colagne et la Truysse sont débordées; aux Estrets, l'eau, dans les terres, était de quatre mètres à l'heure; à Nîmes; toutes les prairies étaient inondées.

La voiture, qui était partie hier, à 6 heures du matin, de Mende pour Villefort, n'a pu aller qu'à Tournai, où elle a été obligée de s'arrêter jusqu'à Bagnols-les-Bains. La voiture de Villefort, qui fait le même service, n'est pas partie de Villefort, ayant eu connaissance du mauvais état de la route.

Le courrier partant de Villefort à huit heures du soir, et qui passe à Mende à deux heures du matin, n'est pas arrivé. En résumé, toutes les communications entre Mende et Villefort sont interrompues.

Le courrier de Neussargues à Mende est arrivé à son heure habituelle, n'ayant trouvé d'obstacles sur son chemin. On le considère comme un acte prudent de ne pas passer avec la voiture; les dépêches ont été distribuées sans retard.

Le courrier du Puy à Mende n'est arrivé qu'à minuit, au lieu de six heures du soir. Ce retard vient du chemin de fer. Le train de Paris aurait déraillé, nous assure-t-on, aux environs de Chateaufort, pas de renseignements sur cet accident. Les dépêches de Paris ne sont donc pas arrivées à Mende.

Le service de Rodez s'est fait comme à l'ordinaire.

Le courrier de Mende à Alais est parti hier à son heure habituelle.

Le courrier d'Alais à Mende, qui aurait dû arriver ce matin, n'est pas encore à midi.

On écrit de Vaucluse :

« Par suite des pluies torrentielles qui durent depuis dix jours, la fontaine de Vaucluse est devenue plus belle que jamais et présente aux touristes un des plus merveilleux spectacles de la nature. Le figuier baigne dans l'eau, à une hauteur de 25 centimètres. »

**CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS.** — Versements reçus du mardi 14 au lundi 21 octobre de 3,590 déposants, dont 441 nouveaux, 24,858 fr.

Remboursements effectués la semaine dernière, à 4,235 déposants, dont 540 soldés, 248,735 fr.

**Bulletin de la bourse de Paris.**

22 octobre. — Rien n'est changé sur notre marché. Les cours et les tendances sont les mêmes qu'hier, et les mouvements restent à peu près les mêmes.

Les mouvements restent à peu près les mêmes. Les valeurs financières sont plus offertes que demandées; mais les variations qu'elles éprouvent sont à peu près insignifiantes.

Le Crédit foncier se cote 875; la Société générale est à 370; la Banque de Paris varie de 1,325 à 1,330; le Crédit mobilier espagnol est descendu à 480, pour remonter à 490.

Les valeurs des chemins de fer sont presque immobiles. Il y a cependant des transactions assez suivies, à terme et au comptant, sur les actions et les obligations de la Vendée, et ces valeurs sont très-fermes.

L'Autrichien est offert à 780 et le Lombard est faible à 487-50.

Le marché des valeurs industrielles ne mériterait aucune mention, sans les fortes oscillations des actions et des obligations du Canal de Suez : les actions font 370 et les obligations 342-50.

Les obligations de la ville de Paris ne se relèvent pas; celles de l'emprunt 1871 font 245-50.

En résumé, le marché d'aujourd'hui n'a pas de franchissement.

**NOUVELLES D'ANGLETERRE.**

Le *Daily News* publie la note suivante :

« Nous avons déjà rectifié une des dépêches de M. Brestel, qui a été mal interprétée. Les mouvements de la bourse de Londres. La première cote arrivant en nouvelle baisse de 1/16, les prix de nos fonds publics rétrogradent, mais ils se raffermissent légèrement vers le soir. »

**NOUVELLES D'ALLEMAGNE.**

(Corresp. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Berlin, 21 octobre.

Ce que l'on a dit de la petite tournée de Paris, en vue de la loi des arrondissements, se réduira à quelques nominations à vie à la Chambre des Seigneurs, peu importantes en elles-mêmes. C'est ce que je vous avais fait pressentir. L'avertissement que le gouvernement semble vouloir ainsi adresser au parti fédéral n'est pas bien énergique.

Toutefois, il est question encore de remplir, dans le plus bref délai possible, les sièges vacants à la première Chambre pour les représentations de plusieurs villes. Les liturgies seraient naturellement tous parisiens de la réforme qu'il s'agit d'empêcher. On s'efforce même que le gouvernement n'ait pas déjà invité les autorités communales à procéder aux élections pour la Chambre des Seigneurs. Le gouvernement, par courtoisie pour cette assemblée, veut sans doute attendre que la commission dite des matricules ait constaté quels sièges sont réellement vacants. Il est à espérer que la commission invitée à hâter ses travaux, procédera à l'opération qui lui incombe, immédiatement après la réouverture de la session. Le gouvernement pourra ensuite provoquer les élections nécessaires par voie télégraphique.

Les lois destinées à réprimer les empiétements du clergé, s'il faut en croire quelques indices officiels, ne seront déposées que lorsque la session sera déjà assez avancée. Ce dépôt tardif est regrettable dans les rangs du parti national. Il pourra avoir pour effet d'empêcher une discussion approfondie des projets ou du moins de produire l'apparence d'une pression que le gouvernement voudrait exercer sur les Chambres. On désire beaucoup que ces projets de loi puissent parvenir aux Chambres en temps utile, avant la Noël.

Les nouvelles des journaux officiels



Le st. angl. *Sailor*, c. Wallace, de Sunderland, s/l.  
Le 3-m. amér. *Lisbon*, c. Dunning, de Philadelphie,  
avec pétrole.  
Le st. angl. *Zealous*, c. Laurence, de Harwich,  
avec div. march. et 40 passagers.  
DÉPARTS DU 21. — Le st. fran. *Ville de Lisbonne*,  
Nantua, pour le Havre, ch.  
Le 3-m. amér. *Union Bayonnaise*, c. Du-  
and, pour Bayonne, ch.  
Le st. esp. *Alvarado*, c. Arrarte, pour Cadix, ch.  
La barque ital. *Adetina*, c. Mezzana, pour l'Angle-  
terre, sur lest.  
Le brick norw. *Louvatn*, c. Nielsen, pour Arendal,  
sur lest.  
Le st. angl. *Harwich*, c. Chilver, pr Harwich, ch.

**MARCHEES ÉTRANGÈRES. — Grains et graines.**

**MANISSELL, 21 octobre.** — (Correspondances parillière de l'Indépendance belge.) — Notre marché n'a été toujours calme avec des prix faibles. La tendance est à la baisse.

Nous avons reçu 20,000 hectolitres blé d'Odesa, et 1,000 hect. blé de Barletta; ensemble, 23,000.

Les blés et les issues sont bien tenues, mais sans affaires. Quelques ventes sur les grains grossiers.

Sucres bruts et raffinés calmes.

Cafés sans affaires.

**STETTIN, 22 octobre.** — Froment faible; oct.-nov. 10 1/4; print. 10 1/2. — Seigle calme; oct.-nov. 5 1/2 print. 5 1/2.

**MARCHEES ÉTRANGÈRES. — Marchandises diverses.**

**BOURDEAUX, 21 octobre.** — Spiritueux: 3/6 l'an

**Marchés étrangers. — Marchandises diverses.**  
BORDEAUX, 21 octobre — Spiritueux : 3/6 Lan-

**MAYRE, 21 octobre.** — La semaine s'ouvre avec les arrivées annuelles pour les cotons, la consommation et la spéculation dépendant des termes d'achat, entrain, sous l'influence d'avies favorables d'Amérique et d'Angleterre. Toutefois, bonne partie des achats effectués jusqu'ici remontent à la soirée de samedi. Les cotons américains ont obtenu 185-termes dans la vente établie pour le disponible, et poursuivent leur mouvement ascensionnel pour la marchandise attendue.

Cette semaine-ci, ainsi que nous venons de le dire, les prix se raisonnent en nouvelle faveur, vu les avis stimulants d'outre-mer. On a coté, en somme, depuis samedi soir : 481 b. N.-Orleans, sur échallions, de 100-100, strict low middling, à fr. 427-50; 530 b. dito, fully-low-middling, à fr. 425-50; 475 b. dito, low-middling, de fr. 423 à 427-50; 463 b. dito, strict-middling, de fr. 421 à 425-50; 490 b. dito, good-middling, George low middling, de fr. 416-50 à 417-50; 300 b. Pernambuco, embarquement de novembre-janvier, à fr. 415 (sur base d'ordinaire).

Les cotons étrangers sont plus faibles, car ils ne sont élevés, en somme, à 7,842 balles, dont 2,746 à livrer. Dans ces chiffres sont compris environ 3,000 ou 4,000 balles, remontant à la soirée de samedi, et qui n'ont pas été vendus.

A terme, le marché, très animé samedi soir, s'est ouvert ce matin avec peu d'entrain, à peu près dans

La partie qui indiquait notre précédent bulletin. — Le low-middling New-Orleans est coté cette après-midi, à 124 1/2 à 125 sur oct. fr. 122 sur nov. et déc., et fr. 119 à 120 sur le premier trimestre de l'année prochaine.

Les *cafés* se maintiennent en assez bonne position, vu les achats réguliers de la consommation et de l'exportation; cette dernière opère, notamment, sur provenances du Brésil, qui, par suite, ont réalisé

Le laveur d'environ fr. 4 par 50 kil., sur le plus bas point pratiqué précédemment. Les Haïiti, par contre, restent à peu près aux mêmes niveaux. Nous avons eu 300 sacs ainsi aujourd'hui 1.500 sacs Haïiti, à fr. 85 par 50 kil., en col., marchandise telle quelle; 200 sacs Cap, à fr. 80-90; 200 sacs Rio, au beau prix de fr. 460. A fr. 200 sacs Capitiama, à fr. 85, entrep.; 450 sacs Santos, à livrer; par *Madeira*, à fr. 93, et 450 sacs Manilla, à fr. 92.

Les *sucre*s de nos Antilles ont eu ce matin le placement de 425 tonnes bruts, à fr. 65 les 50 kilog., marchandise telle quelle. — Il s'est fait, en outre, récemment 431 tonnes de la même provenance, aussi, en

Un petit lot de 7 caisses indigo Bengale a changé de mains à des conditions non indiquées.  
Dans les *cuirs*, on a coté, ce matin : 1 900 Rio-

grande scie, à livrer par Rto-Grande, à fr. 145 les 90 kil., et 4.000 New-Orleans sacs verts, à livrer par F.-P. Sayre, à fr. 78-50.

**HAYE, 22 octobre.** — Les déclarations du bureau de commerce des Etats-Unis, publiées hier, ne paraissent en complet désaccord avec celles qui avaient été prêtées, ces jours-ci, des dépêches d'Angleterre. Il en est résulté, dès ce matin, un brusque renouveau dans les affaires, en cotons, sur place. Les prix, en plus, ont été de nouveau fort réservés, et les consommateurs agissent avec une modération pour se procurer les pressants besoins. Les cotons, néanmoins, ne paraissent pas beaucoup se ressourcir jusqu'à ce temps d'arrêt, sauf pour la marchandise d'entente.

On n'a pu l'on a traité seulement, depuis hier, 581 New-Orleans, sur échantillons, à fr. 149, et 214

Les ventes notées jusqu'à quatre heures vont, en somme, à 1,434 b., y compris ces 236 à livrer.

En casés, la consommation a fait encore aujourd'hui divers achats, soit : 50 sacs Haiti Can, à la

En *cafés*, la consommation a fait encore aujour-

[illegible]

THÉÂTRE ROYAL DE LA MONNAIE (7 h. 1/2). — Samedi, 24, la *Muette de Portici*, opéra en 5 actes.

THÉÂTRE ROYAL DES GALERIES SAINT-DUBERT  
(7 h. 0/0). — Jeudi 24, pour les représentations de  
M. Ravel et de M<sup>me</sup> Deschamps : *le Réveillon*, com-  
m. en 3 actes; *les Enfants*, com. en 3 actes.

THÉÂTRE ROYAL DU PARC (7 h. 0/0). — Jeudi  
24, *En wagon*, com. en 1 acte; *la Bonne aux ca-  
belins*, vaud. en 1 acte; *le Réveillon*, com. en 3 actes.

ALHAMBRA NATIONAL (7 h. 1/2). — Tous les  
soirs, les *Petites Danaïdes*, pièce fantastique en 8  
tableaux. — *Bulions or Kitcher belle*, pantomime an-  
laise jouée par la troupe Evans. — *Un Tigre du  
Sengale*, vaud. en 1 acte.

THÉÂTRE MOLIERE (7 h. 1/2). — Jeudi, 24, les  
*Bonnees pauvres*, pièce en 5 actes.

THÉÂTRE DES FANTAISIES PARISIENNES, Alceste  
royal (7 h. 1/2). — Jeudi, 24, le Réveillon, pièce  
ouv. en 3 actes; Monsieur va au cercle, com. en 1 a.  
Prochainement : L'Atti, op. bouffe en 3 actes  
CASINO DES GALERIES SAINT-HUBERT (7 h. 1/2).  
— Spectacle-concert des Bouffes-Bruxellois. Tous  
les soirs, opéras-comiques, opérettes, etc.

**JARDIN ZOOLOGIQUE (Quartier Léopold).** — Pendant le mois d'octobre, les concerts auront lieu les dimanches à 2 h 1/2, au grand jardin.

Entrée au jardin, 1 fr.; aquarium, 50 c. (Omnibus  
américain.)

---

**Grands Magasins**

DU

**RETAILLEUR**

**À PARIS**  
**AUJOUR'HUI**  
**OUVERTURE DE**

**L'EXPOSITION GÉNÉRALE**

Opérations **Inévitables**, pièces **Dentaires** sans crochets et dentiers sans ressorts. Docteurs **DLER**, membres du corps médical, rue Royale, 136. *Bruxelles*, et 4, rue Meyerbeer, à *Paris*. 3403

**Insensibilisateur Duchesne**. Extractions et pose de dents sans douleurs. 45, c. Lafayette, *Paris*.

\_\_\_\_\_



